



# **Manuel de l'utilisateur**

## Contenu

Aperçu d'EuroCases .....	3
Contenu d'EuroCases .....	3
Principales sources nationales d'information.....	3
Fonctionnalités essentielles .....	6
Connexion à l'application .....	6
Quitter l'application .....	6
Page d'accueil .....	7
Recherche .....	7
Recherche rapide .....	7
Recherche avancée .....	8
Recherche dans la législation de l'UE .....	8
Recherche dans la jurisprudence .....	10
Recherche dans le texte du document.....	13
Mes recherches .....	14
Travailler avec les listes de documents .....	15
Générer des listes.....	15
Triage .....	15
Pagination .....	17
Les Caractéristiques des documents .....	17
L'exportation des documents .....	18
Ajout d'informations dans Mes documents. ....	19
Documents récents.....	20
Documents déjà ouverts.....	21
Travailler avec les documents .....	21
Modification de la version de la langue.....	21
Imprimer .....	21
Exportation du document .....	22
Rechercher dans le document .....	22
Les Caractéristiques des documents .....	22
Mots-clés .....	22
Résumé .....	23
Communiqué de presse.....	24
Référence de publication .....	25
Langues, des formats et des liens vers des JO .....	25
Notice bibliographique .....	25
Contenu du document.....	28
Sources .....	29
Changement de langue de l'interface .....	30
Paramètres de l'utilisateur.....	30
Paramètres généraux.....	30
Changement du mot de passe .....	31
Langues préférées .....	31

## Aperçu d'EuroCases

EuroCases est un service d'information juridique multilingue, donnant accès à la jurisprudence nationale relative à l'application du droit de l'UE. Il décrit des situations dans lesquelles les instruments juridiques de l'UE ou la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne seront applicables dans les États membres.

EuroCases est un logiciel spécialisé, ciblé sur les besoins des juristes qui parlent couramment une ou plusieurs langues étrangères et qui appliquent les règles du droit de l'UE dans leurs activités professionnelles quotidiennes.

## Contenu d'EuroCases

### Jurisprudence nationale

Vous pouvez trouver la jurisprudence des cours suprêmes, aussi bien que la jurisprudence des tribunaux inférieurs des 28 États membres de l'UE, relative à l'application du droit de l'UE.

Les textes intégraux de plus de 100.000 jugements, arrêts, décisions, etc. sont disponibles dans la langue nationale concernée.

Environ 15.000 autres décisions des juridictions nationales, la plupart d'entre elles rendus avant l'année 2000, sont présentées uniquement avec l'annotation bibliographique (sans le texte de la décision).

Les décisions les plus importantes sont complétées avec une bibliographie, des mots clés et des résumés en anglais, en allemand, en bulgare et/ou en français.

### Jurisprudence de l'Union européenne

Vous pouvez trouver la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne en anglais, français, allemand et bulgare.

### Droit de l'Union européenne

Traités (le droit primaire)

Législation (le droit dérivé): règlements, directives, décisions, autres actes

Accords internationaux conclus entre l'UE et des pays tiers ou entre des États membres

Vous pouvez trouver les actes juridiques de l'UE en anglais, français, allemand et bulgare.

## Principales sources nationales d'information

Juridiction	Sources	Cours
Autriche	RIS – Rechtsinformationssystem  Système d'information juridique du gouvernement autrichien	<ul style="list-style-type: none"><li>• Verfassungsgerichtshof – Cour constitutionnelle</li><li>• Oberster Gerichtshof – Cour Suprême</li><li>• Verwaltungsgerichtshof – Tribunal administratif</li><li>• Bundesverwaltungsgericht – Cour administrative suprême</li><li>• Bundesfinanzgericht – Cour fédérale</li></ul>

		des finances <ul style="list-style-type: none"> <li>• Tribunaux d'arrondissement, tribunaux régionaux et tribunaux provinciaux statuant sur les affaires civiles et administratives</li> <li>•</li> </ul>
Allemagne	Les sites internet des autorités judiciaires des états fédéraux allemands (Bundesländer)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Bundesverfassungsgericht – Cour constitutionnelle fédérale</li> <li>• Bundesgerichtshof – Cour fédérale de justice Bundesverwaltungsgericht – Cour administrative suprême</li> <li>• Bundespatentgericht – Cour fédérale des brevets</li> <li>• Bundesfinanzhof – Cour fédérale de l'impôt</li> <li>• Bundesarbeitsgericht – Cour fédérale du travail</li> <li>• Bundessozialgericht – Cour fédérale du contentieux social</li> <li>• Tribunaux d'arrondissement, tribunaux régionaux et tribunaux provinciaux statuant sur les affaires civiles et administratives</li> </ul>
France	Légifrance, un portail juridique national contenant de la législation et de la jurisprudence	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Conseil constitutionnel</li> <li>• Conseil d'Etat</li> <li>• Cour de Cassation</li> <li>• Tribunaux de première instance et les cours d'appel statuant sur les affaires civiles et administratives</li> <li>•</li> <li>•</li> </ul>
Royaume - Uni	Les sites Internet de la Cour suprême et du Parlement judiciary.gov.uk Portail centralisé de la jurisprudence	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Cour Suprême (depuis 2009)</li> <li>• Chambre des lords (jusqu'en 2009)</li> <li>• Cour d'appel (Angleterre et Pays de Galles)</li> <li>• Haute Cour (Angleterre et Pays de Galles)</li> <li>• Les tribunaux d'instance et les tribunaux de comté statuant sur les affaires civiles et administratives</li> </ul>
Bulgarie	Les sites Internet de la Cour suprême de cassation et de la Cour administrative suprême legalacts.justice.bg Portail centralisé de la jurisprudence du Conseil supérieur de la magistrature	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Cour constitutionnelle</li> <li>• Cour suprême de cassation</li> <li>• Cour administrative suprême</li> <li>• Cours d'appel, les tribunaux de première instance et les tribunaux administratifs</li> </ul>

En plus de la législation et de la jurisprudence, vous pouvez trouver des informations

complémentaires à partir de bases de données open source ( avec un accès gratuit), qui contiennent des renseignements sur la jurisprudence relative à l'application du droit de l'UE.

**1. La base de données Dec.Nat** est maintenue par l'Association des Conseils d'État et des Juridictions administratives suprêmes de l'Union européenne. La Cour administrative suprême représente la Bulgarie dans l'Association et les autres pays sont représentés par des autorités de rôle similaire. Cette base de données contient environ 27.700 références à des décisions nationales concernant le droit communautaire et couvre la période de l'année 1959 à nos jours. Cette jurisprudence est classée, les mots clés sont fournis et les résumés sont inclus pour certaines des décisions. L'information est disponible en français et en anglais.

**2. La base de données JuriFast** est également maintenue par l'Association des Conseils d'État et des Juridictions administratives suprêmes de l'Union européenne. Cette base de données contient des questions préjudicielles posées par les juridictions nationales des États membres, les réponses de la Cour de justice de l'Union européenne à ces questions et les décisions des juridictions nationales faisant suite à ces réponses. Cette base de données contient également d'autres décisions nationales relatives à l'application du droit de l'Union européenne.

**3. La base de données JURE** est maintenue par la Commission européenne et contient des décisions des juridictions nationales dans le domaine du droit international privé.

**4. La base de données de la Cour de justice de l'Union européenne à Luxembourg:** sur ce site, vous pouvez trouver le système d'échange d'informations sur la jurisprudence relative à la convention de Lugano concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale et à la convention de Bruxelles (qui est très similaire à la Convention de Lugano) qui a été créé en vertu de Protocole n ° 2 annexé à la Convention de Lugano. Le système contient une sélection des décisions des juridictions nationales qui peuvent influencer sur l'interprétation de la Convention de Lugano

**5. Reflets** est un bulletin mensuel publié par la Cour de justice de l'Union européenne depuis 1999 contenant la jurisprudence sélectionnée des cours internationales et des juridictions nationales liée à l'application du droit de l'UE. A l'origine il existait seulement en français, mais depuis 2010 l'Association des Conseils d'État et des juridictions administratives suprêmes de l'Union européenne le traduit en anglais. Il contient des données d'identification de base des décisions de justice, ainsi que de brefs résumés des décisions.

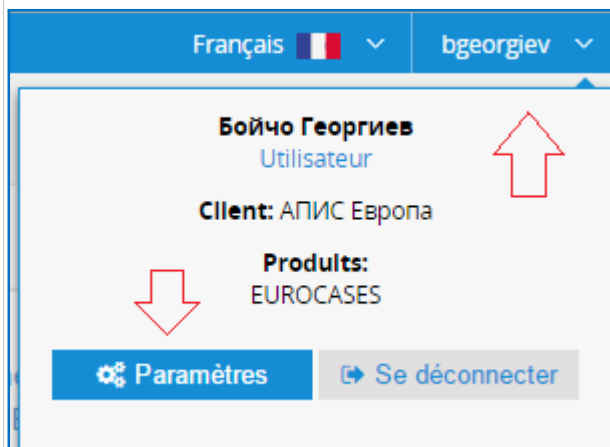
**6. Les données d'APIS** - L'équipe d'EuroCases traite une partie des décisions nationales. En effet l'équipe d'EuroCases effectue une analyse juridique des décisions en rédigeant des résumés et des mots-clés dans la langue du document avec une traduction en anglais.

Par exemple, une décision rendue par une cour allemande reçoit un brève résumé en allemand et sa traduction correspondante en anglais.

## Fonctionnalités essentielles

### Connexion à l'application

EuroCases est un service d'information juridique multilingue, donnant accès à la jurisprudence des principales juridictions des États membres relative à l'application du droit de l'Union européenne. L'accès à l'application EuroCases s'effectue avec l'aide d'un navigateur internet à l'adresse <http://eurocases.eu/>. Pour avoir accès aux données, l'application demande un nom d'utilisateur et un mot de passe.

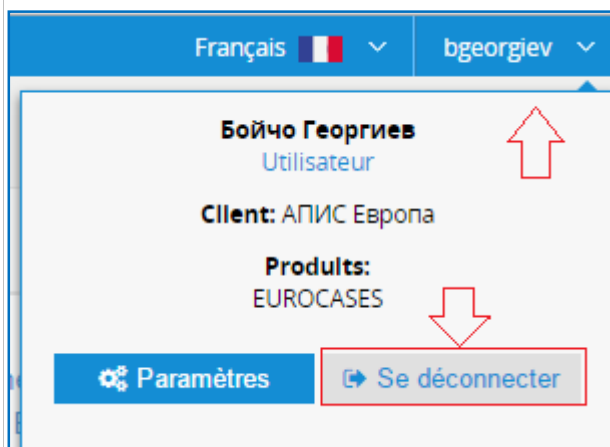


Le mot de passe peut être modifié par l'utilisateur, contrairement au nom d'utilisateur. Pour changer le mot de passe vous devez entrer dans l'application et cliquez sur "Paramètres".

Étant donné que le mot de passe a été oublié, le formulaire de connexion dispose d'une option, qui permet de rétablir les droits à travers un nouveau mot de passe. Pour ce faire, l'utilisateur doit indiquer son adresse électronique réelle, par laquelle il s'est enregistré dans Apis.

### Quitter l'application

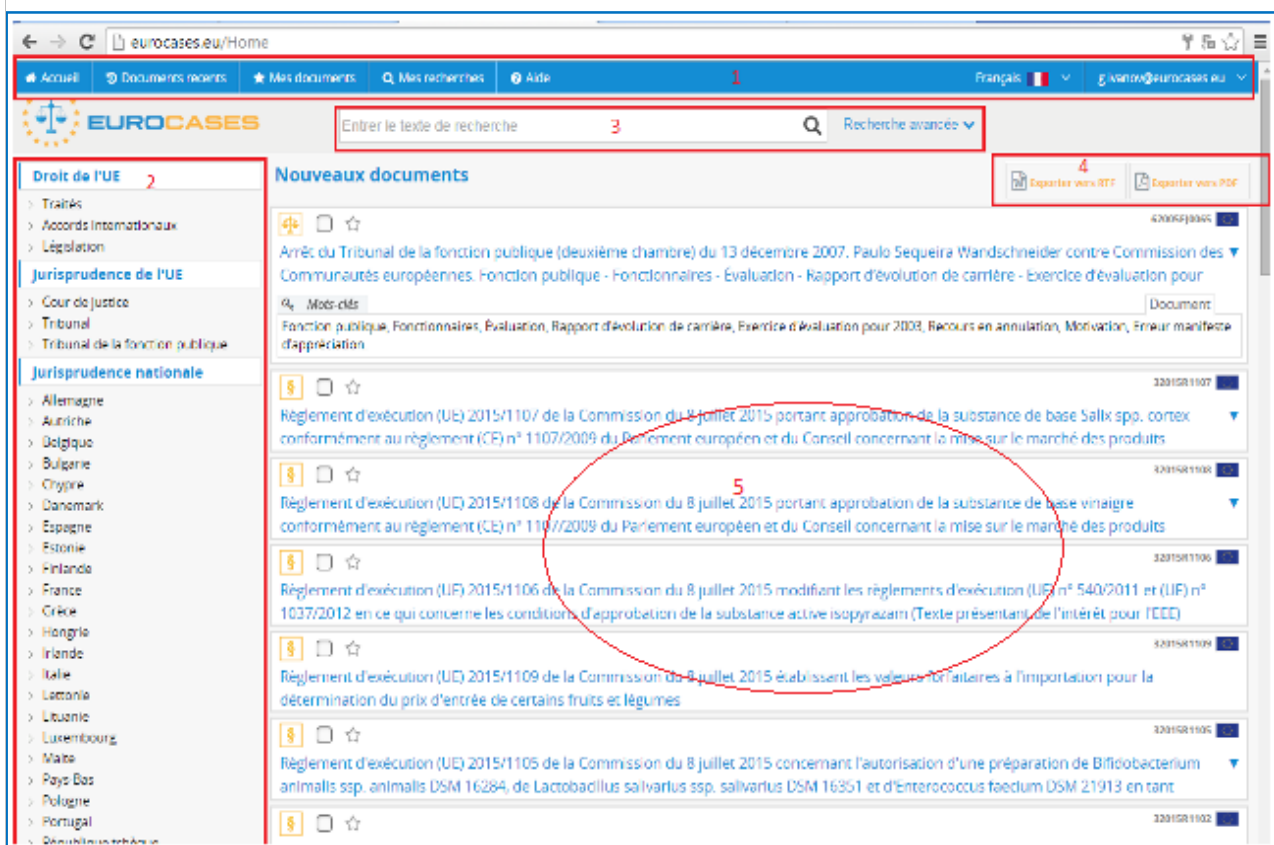
La déconnexion de l'application peut s'effectuer à partir du nom de l'utilisateur, qui est situé dans le coin supérieur droit de l'application. Vous y trouverez l'option "Se déconnecter".



## Page d'accueil


Lorsque vous ouvrez l'application, vous êtes redirigé vers la page d'accueil. Elle se compose de plusieurs sections.


1. Barre de menu horizontale, qui intègre également le réglage de la langue de l'interface et les paramètres de l'utilisateur.
2. Panneau sur la gauche de votre écran où vous pouvez trouver l'arborescence du document, divisée par des catégories.
3. Champ de recherche pour la recherche rapide et avancée.
4. Les options pour l'exportation d'un document ou d'une liste des documents vers un format PDF et RTF.
5. Nouveaux documents: ces sont les documents les plus récents ajoutés à la base de données de l'application.



## Recherche

### Recherche rapide

Vous pouvez rechercher l'ensemble de base de données en entrant votre requête de recherche dans le champ de recherche. L'utilisateur entre le terme de recherche et clique sur l'icône  ou appuie sur la touche Entrée pour lancer la recherche.





Vous pouvez rechercher un mot particulier ou une phrase, par exemple, «Crédit» ou «crédit d'impôt». Comme un résultat de votre recherche, l'application renvoie une liste de documents contenant différentes versions de votre terme de recherche, tels que «crédit», «crédits», etc.

La fonctionnalité de recherche fonctionne de la même manière pour les phrases de recherche contenant deux ou plusieurs mots. Si vous recherchez la phrase "crédit d'impôt", vous recevrez comme une réponse la liste des documents qui contiennent soit la phrase exacte soit des combinaisons de mots dans différentes formes, telles que «crédit d'impôt», «crédits d'impôt», etc.

En effet, on obtiendra une liste plus complète des résultats et les utilisateurs ne risquent pas de manquer aucune information pertinente quand ils entrent les phrases de recherche.

Dans certains cas, il est plus utile de rechercher la racine du mot avec l'ensemble de ses terminaisons possibles. A cet effet, veuillez ajouter un astérisque \* à la racine du mot. De cette manière, vous trouverez tous les documents contenant la racine du mot et toutes ses terminaisons possibles. Par exemple, le terme «contrat\*» donnera comme des résultats «contrats», mais ne trouvera pas «contractant». Par conséquent, vous pouvez utiliser le terme «contra\*» pour récupérer plus de résultats contenant les mots avec cette racine.

Lorsque vous recherchez des phrases de deux mots ou plus, il est possible de rechercher des documents qui contiennent une correspondance exacte de la phrase. A cet effet, *veuillez placer la phrase de recherche entre guillemets*. Par exemple, la recherche du terme "Crédit d'impôt" ne trouvera que les documents contenant cette expression exacte et exclura les documents contenant les deux mots, mais dans un ordre différent ou séparé.

## Recherche avancée

Vous pouvez choisir l'option de la «Recherche avancée» à côté du champ de recherche rapide. Lorsque vous sélectionnez la «Recherche avancée», vous verrez un panneau déroulant.



La «Recherche avancée» comprend deux sections: la législation de l'UE et la jurisprudence. Vous recherchez seulement dans la partie sélectionnée.

## Recherche dans la législation de l'UE

La «Recherche avancée» dans la législation de l'UE ne vous permet de rechercher que les documents de nature législative qui font partie du droit de l'UE, tels que les traités, les règlements, les directives, etc.

La «Recherche avancée» dans la législation de l'UE vous donne également la possibilité de sélectionner certains critères de recherche.

- Vous pouvez limiter votre recherche à une «Recherche uniquement dans les titres» ce qui permettra de récupérer les documents qui contiennent votre requête de recherche dans leur



titre seulement.

- Vous pouvez utiliser les opérateurs booléens AND, OR, NOT or NEAR.

Lorsque l'opérateur booléen «AND» est placé entre les mots, vous recevrez les documents contenant tous vos mots de recherche.

Lorsque l'opérateur booléen «OR» est placé entre les mots, vous recevrez les documents contenant au moins un de vos mots de recherche.

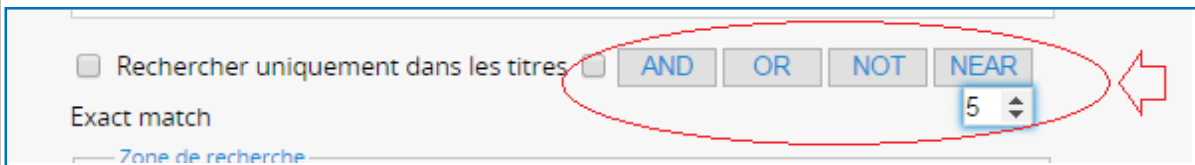
Lorsque l'opérateur booléen «NOT» est placé entre les mots, vous recevrez les documents qui contiennent les mots de recherche, mais excluant un ou plusieurs d'entre eux qui ont été spécifiés.

Lorsque l'opérateur booléen «NEAR» est placé entre deux mots, vous recevrez les documents qui contiennent les deux mots à proximité immédiate. La proximité est définie en nombre de mots et peut être indiquée séparément.


Par exemple, si vous utilisez l'expression *crédit [AND] d'impôt [NOT] entreprises*, vous obtiendrez une liste de tous les documents contenant «crédit» et «d'impôt», mais ne contenant pas le mot «entreprises».

De même manière, vous pouvez utiliser l'expression *statut [NEAR] réfugié* et une valeur de proximité 5, ce qui signifie que les documents récupérés contiendront les deux mots qui seront de 5 mots d'intervalle.

La case dans laquelle vous pouvez régler la valeur de proximité (le nombre des mots) est situé juste à côté de la touche NEAR




La «Recherche avancée» dans la législation de l'UE vous permet également de choisir parmi les critères suivants:

- Vous pouvez limiter votre zone de recherche seulement à la législation en vigueur (non abrogée) ou à des actes de base du droit primaire (limité aux actes de base);
- Par type de document: cliquez sur l'icône  pour ouvrir une nouvelle fenêtre dans laquelle vous pouvez sélectionner les types d'actes que vous souhaitez limiter votre recherche, tels que les traités, les règlements, les directives, etc.
- Par numéro Celex ou ELI: vous pouvez utiliser l'un de ces identifiants pour votre recherche.

Le numéro Celex est un identifiant unique utilisé dans la plate-forme électronique officielle de l'UE, connue sous le nom EUR-Lex. Pour chaque document publié sur cette base de données est attribué un numéro celex, qui est formé selon des règles strictes.

ELI (Identifiant européen de la législation): ELI est un numéro unique, utilisé pour identifier les documents législatifs européens et nationaux d'une manière harmonisée et cohérente, qui permet de réaliser un système plus rapide et plus efficace pour la recherche et échange de données accessible aux citoyens ou les utilisateurs spécialisés, tels que les législateurs, les magistrats ou les juristes.

- Les classificateurs Répertoire de la législation de l'UE, Thésaurus EuroVoc, Par la publication dans le Journal officiel (date, le numéro, la page initiale): vous pouvez saisir la date de la publication de l'acte législatif;
- Par les classificateurs (Répertoire de la législation de l'UE, Thésaurus EuroVoc, Matière)

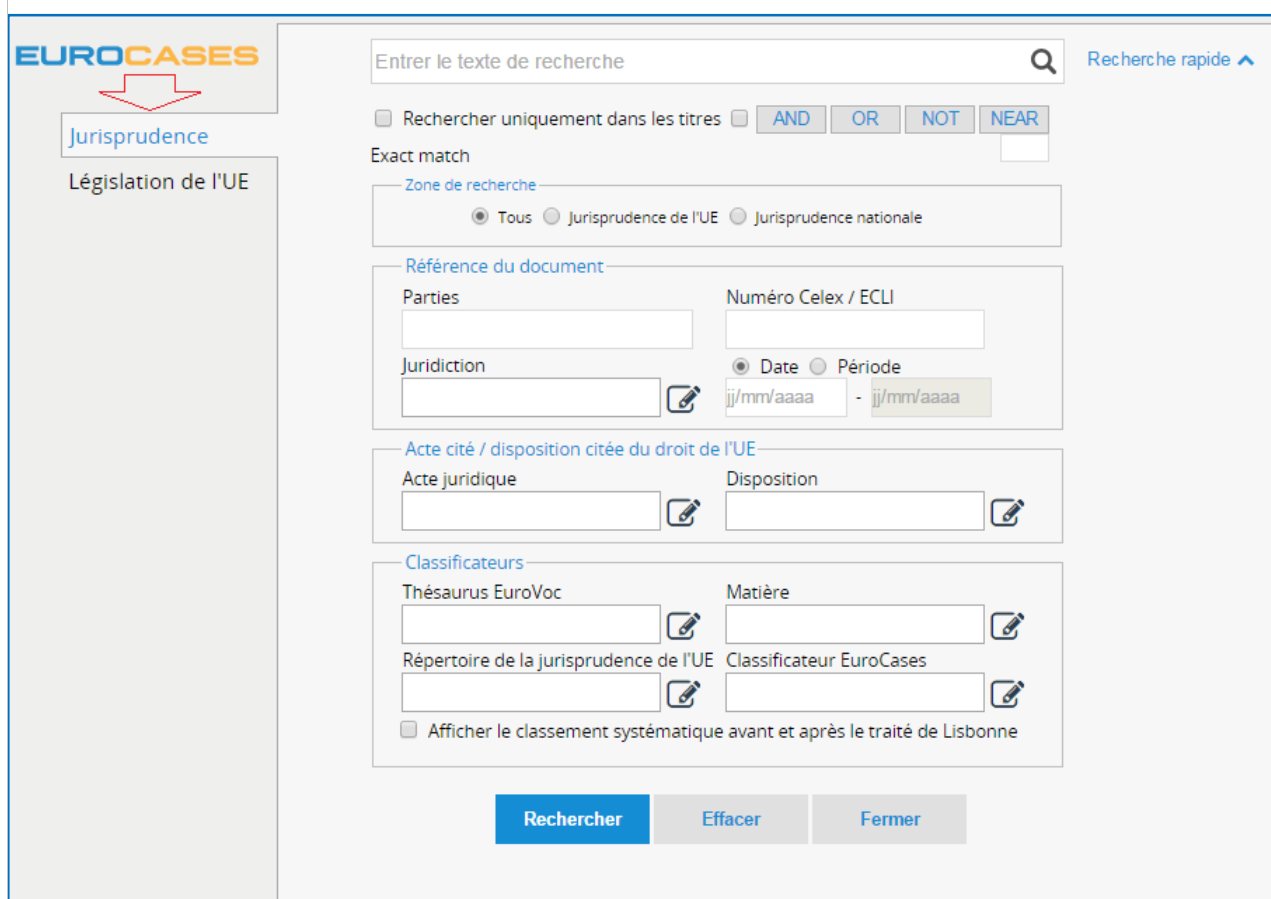
Vous pouvez ouvrir chaque classificateur en cliquant sur l'icône . Les actes législatifs et la jurisprudence sont affectés à des catégories de terminologie sous les classificateurs. Si vous sélectionnez un terme spécifique des classificateurs, votre recherche sera limitée aux documents qui lui sont attribués

Matière sont mis au point et utilisé par la plate-forme électronique officiel EUR-Lex de l'UE.

## Recherche dans la jurisprudence

La «Recherche avancée» dans la jurisprudence s'applique uniquement aux documents pris par les juridictions des États membres ou par celles de l'UE. La «Recherche avancée» dans la jurisprudence ne s'applique pas aux documents de nature législative.

La «Recherche avancée» dans la jurisprudence vous donne également la possibilité de sélectionner certains critères de recherche.



The screenshot shows the EUROCASES search interface. On the left, there is a sidebar with the EUROCASES logo and a red arrow pointing to the 'Jurisprudence' tab, which is selected. Below it, 'Législation de l'UE' is visible. The main search area has a search bar with the placeholder 'Entrez le texte de recherche' and a magnifying glass icon. To the right of the search bar is a 'Recherche rapide' link with an upward arrow. Below the search bar, there are several filter sections:

- Rechercher uniquement dans les titres**: A checkbox that is currently unchecked.
- Exact match**: A checkbox that is currently unchecked.
- Zone de recherche**: Three radio buttons: 'Tous' (selected), 'Jurisprudence de l'UE', and 'Jurisprudence nationale'.
- Référence du document**:
  - Parties**: A text input field.
  - Juridiction**: A text input field with a pencil icon.
  - Numéro Celex / ECLI**: A text input field.
  - Date / Période**: Two radio buttons, 'Date' (selected) and 'Période'. Below them are date format placeholders: 'jj/mm/aaaa' and 'jj/mm/aaaa'.
- Acte cité / disposition citée du droit de l'UE**:
  - Acte juridique**: A text input field with a pencil icon.
  - Disposition**: A text input field with a pencil icon.
- Classificateurs**:
  - Thésaurus EuroVoc**: A text input field with a pencil icon.
  - Matière**: A text input field with a pencil icon.
  - Répertoire de la jurisprudence de l'UE**: A text input field with a pencil icon.
  - Classificateur EuroCases**: A text input field with a pencil icon.
- Afficher le classement systématique avant et après le traité de Lisbonne**: A checkbox that is currently unchecked.

At the bottom of the search area, there are three buttons: 'Rechercher' (blue), 'Effacer' (grey), and 'Fermer' (grey).

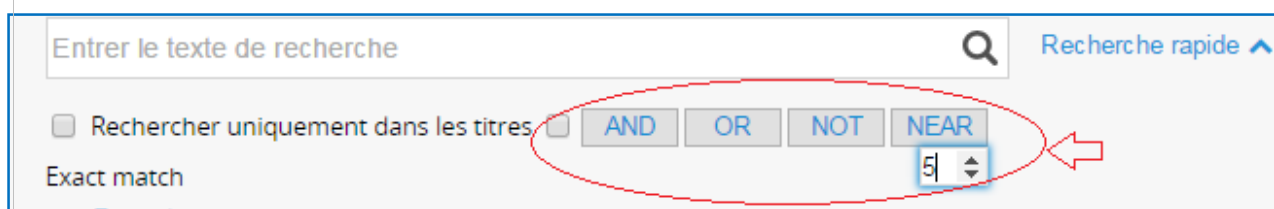
- Vous pouvez limiter votre recherche à une «Recherche uniquement dans les titres» ce qui permettra de récupérer les documents qui contiennent votre requête de recherche dans leur titre seulement.

- Vous pouvez utiliser les opérateurs booléens AND, OR, NOT or NEAR.

Par exemple, si vous utilisez l'expression *crédit* [AND] *d'impôt* [NOT] *entreprises*, vous obtiendrez une liste de tous les documents contenant «crédit» et «d'impôt», mais ne contenant pas le mot «entreprises».

De même manière, vous pouvez utiliser l'expression *statut* [NEAR] *réfugié* et une valeur de proximité 5, ce qui signifie que les documents récupérés contiendront les deux mots qui seront de 5 mots d'intervalle.

La case dans laquelle vous pouvez régler la valeur de proximité (le nombre des mots) est situé juste à côté de la touche NEAR.



Entrez le texte de recherche

☐ Rechercher uniquement dans les titres


Exact match

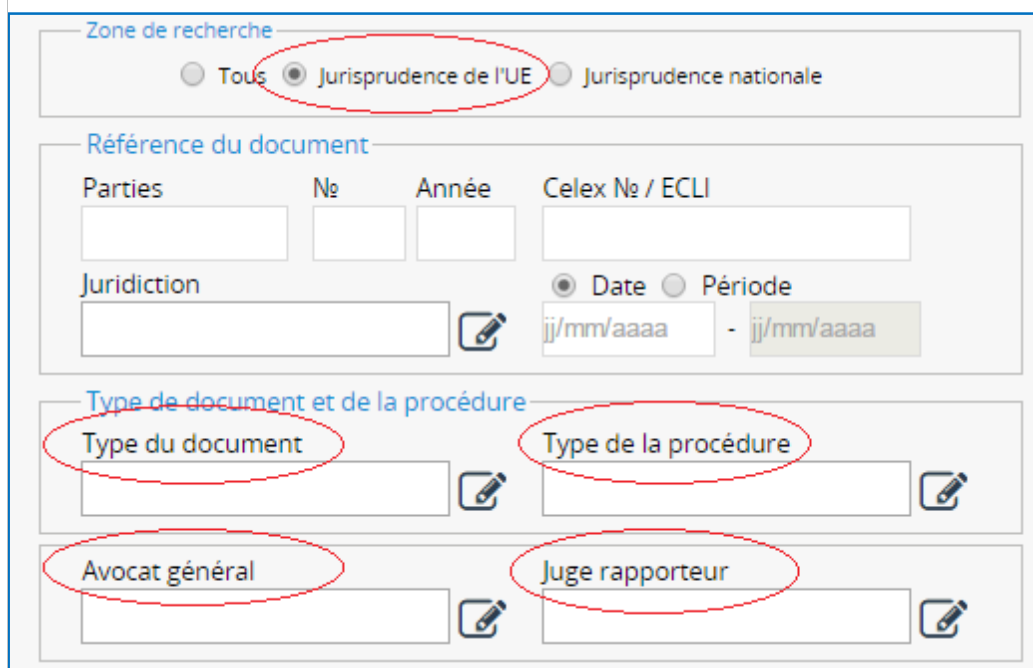
AND OR NOT NEAR

5

- Vous pouvez limiter votre zone de recherche seulement à la jurisprudence de l'UE ou de la jurisprudence nationale.

Selon la zone sélectionnée, la fenêtre de recherche change. Si la zone choisie est uniquement "la jurisprudence de l'UE", dans la boîte de recherche apparaissent les options telles que le "Type de document" ainsi que le "Type de la procédure." De plus, autres options de recherche apparaissent telles que le nom de l'avocat général ou le juge rapporteur dans l'affaire.

Les listes respectives de choix pour chacune de ces options se récupèrent à partir de l'icône .



Zone de recherche

☐ Tous ☒ Jurisprudence de l'UE ☐ Jurisprudence nationale

Référence du document

Parties

Nº

Année

Celex Nº / ECLI

Juridiction

Date

Période


Type de document et de la procédure

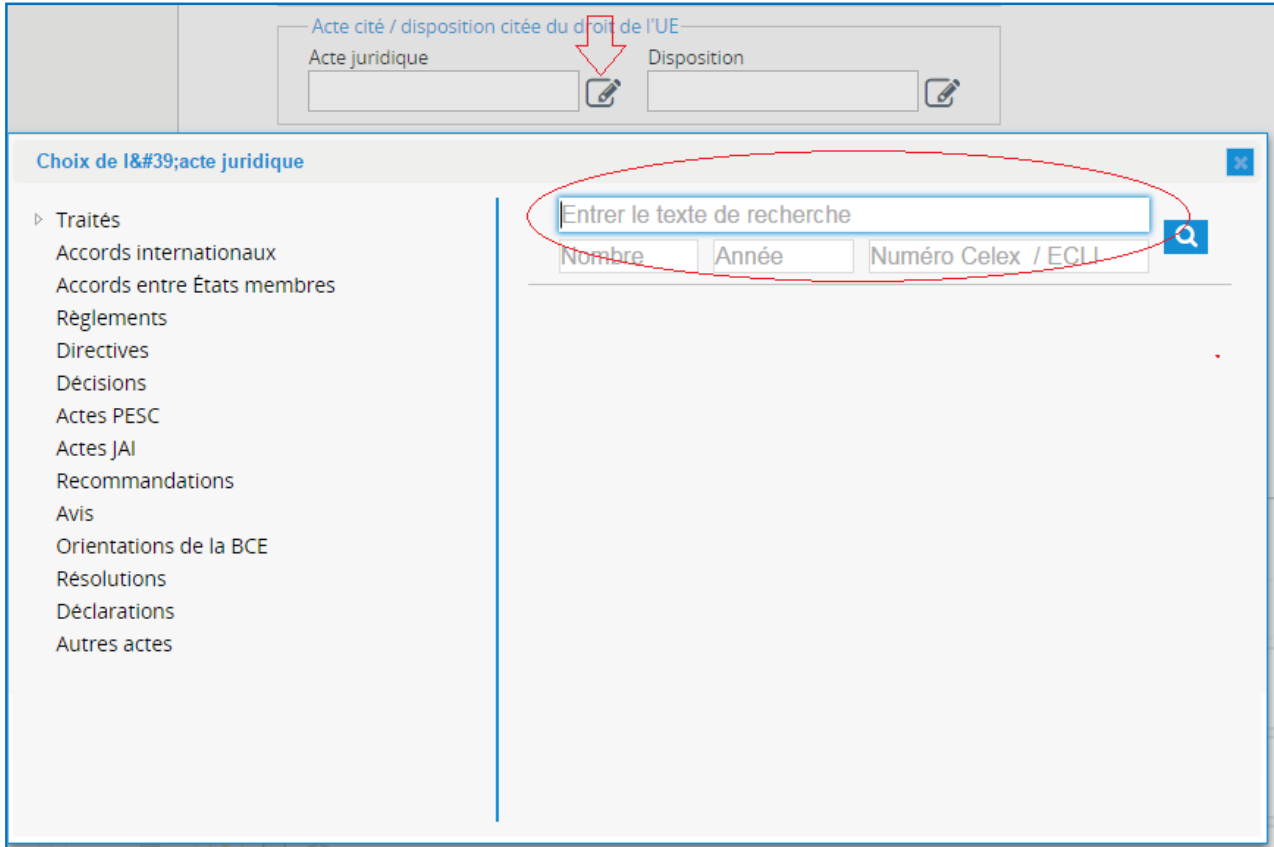
Type du document

Type de la procédure

Avocat général

Juge rapporteur


- Vous pouvez rechercher à partir d'un acte juridique spécifique de l'UE ou d'une disposition de celui-ci. Vous cliquez sur l'icône . Une fenêtre supplémentaire ouvrira dans laquelle vous pourrez ressaisir votre recherche pour la jurisprudence qui vous intéresse et qui est relative à l'acte juridique de l'UE.

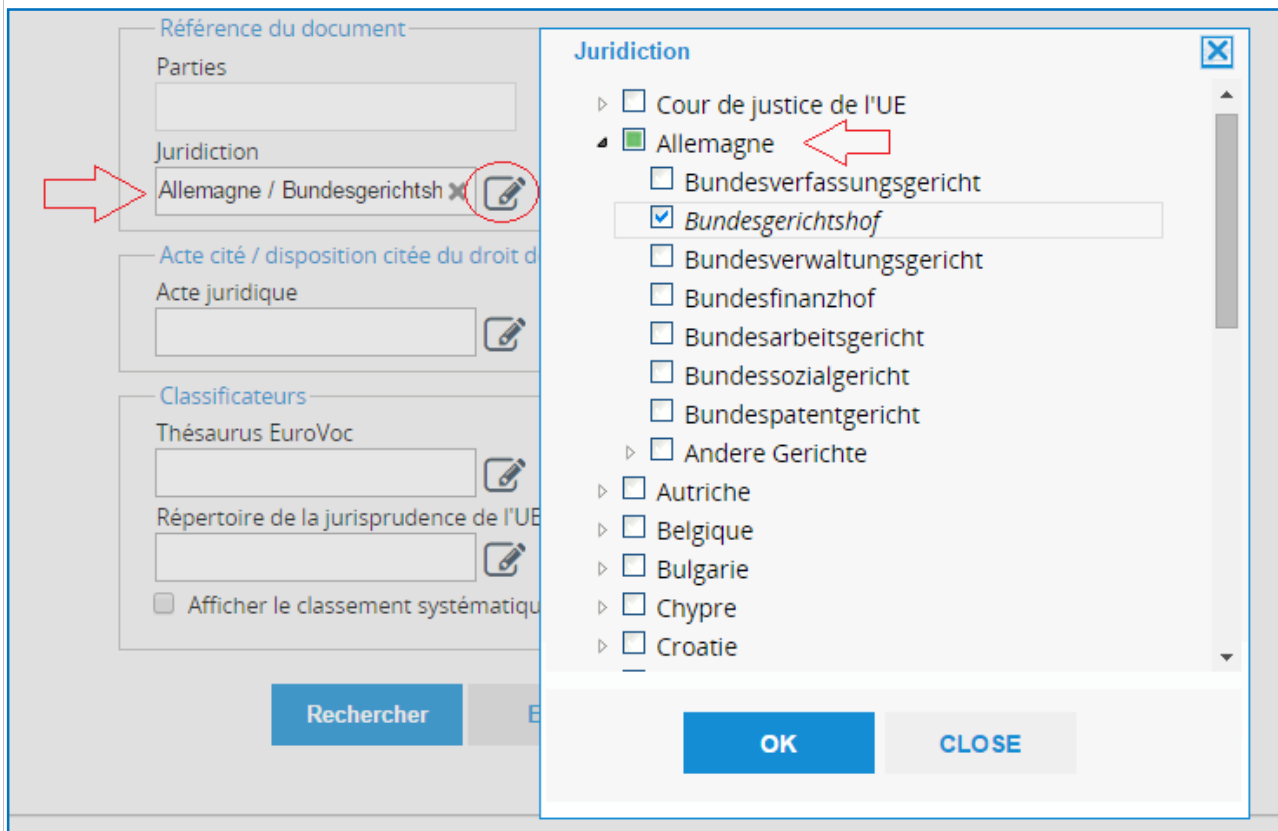



- l'État membre ou la cour dont la décision vous recherchez. Recherche par numéro Celex / ECLI: Vous pouvez rechercher un document par son numéro Celex ou ECLI.

*Le numéro Celex est un identifiant unique utilisé dans la plate-forme électronique officielle de l'UE, connue sous le nom EUR-Lex. Pour chaque document publié sur cette base de données est attribué un numéro Celex, qui est formé selon des règles strictes.*

*L'identifiant national ECLI est un identifiant unique ayant le même format reconnaissable pour toutes les cours des États membres et de l'UE. Un exemple fictif d'un numéro ECLI est: ECLI:NL:HR:2009:384425, qui peut être déchiffré comme la décision 384425 de la Cour suprême (HR) des Pays-Bas (NL) de 2009.*

- Recherche par juridiction (État membre ou une cour spécifique): vous pouvez l'utiliser en cliquant sur l'icône  et en sélectionnant



- Par la date de l'acte juridique ou par la période : la date ou la période dans laquelle le document a été pris.
- Par les classificateurs (Thésaurus EuroVoc, Répertoire de la jurisprudence de l'UE Matière, Classificateur EuroCases ). Vous pouvez ouvrir chaque classificateur en cliquant sur l'icône .

Les actes législatifs et la jurisprudence sont affectés à des catégories de terminologie sous les quatre classificateurs. Si vous sélectionnez un terme de classification spécifique, votre recherche sera limitée aux documents qui lui sont assignées.


*Les classificateurs Répertoire de la législation de l'UE, Thésaurus EuroVoc, Matière sont mis au point et utilisé par la plate-forme électronique officiel EUR-Lex de l'UE.*

*Le classificateur EuroCases a été développé par Apis.*



## Recherche dans le texte du document

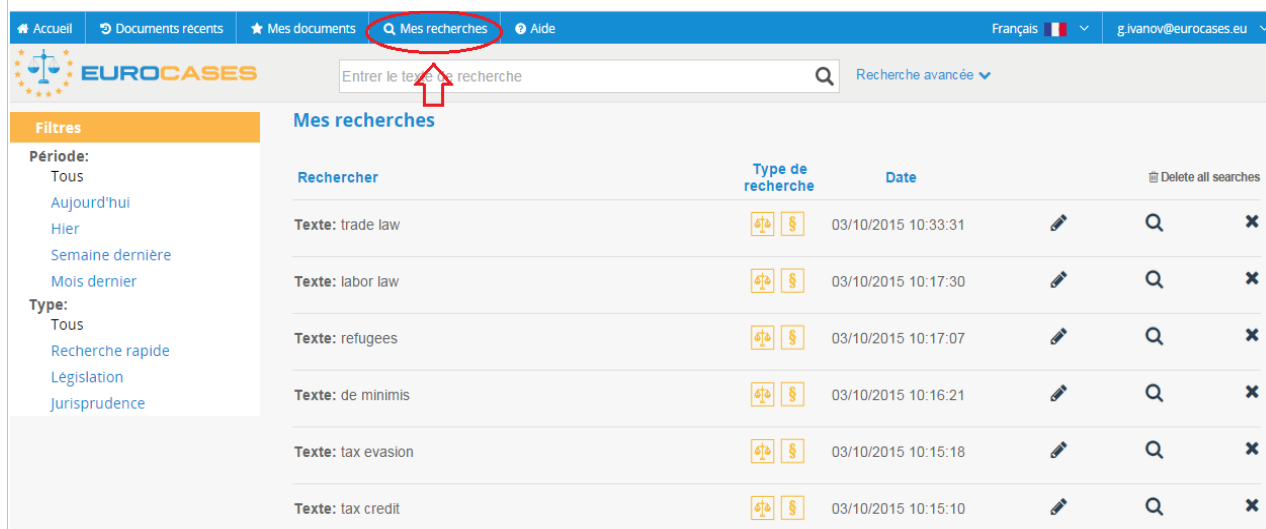
Lorsque vous ouvrez un document à partir de la liste des résultats, le terme de la recherche est souligné. Si vous avez cherché une phrase de deux mots ou plus, la phrase elle-même et les deux mots séparés seront soulignés.































En utilisant la barre de recherche locale, vous pouvez naviguer les emplacements des résultats dans le corps du texte. Vous pouvez également utiliser l'icône  pour supprimer ou restaurer le surlignement.

( voir la section «Recherche dans le document»)

## Mes recherches

«Mes recherches» est une option, qui récupère une liste des requêtes de recherche de l'utilisateur.








Rechercher	Type de recherche	Date			
Texte: trade law	 	03/10/2015 10:33:31			
Texte: labor law	 	03/10/2015 10:17:30			
Texte: refugees	 	03/10/2015 10:17:07			
Texte: de minimis	 	03/10/2015 10:16:21			
Texte: tax evasion	 	03/10/2015 10:15:18			
Texte: tax credit	 	03/10/2015 10:15:10			

Sur la gauche de l'écran, vous pouvez trouver deux types de filtres:

*Période de temps:* Elle définit la période pendant laquelle ces recherches ont été effectuées

*Type de recherche:* il définit le type de recherche (rapide ou avancé) et spécifie le corpus recherché (législation ou la jurisprudence).

Sur la droite de l'écran, vous pouvez voir une liste de toutes les recherches, y compris:

- Le texte de la requête de recherche
- L'icône identifiant le type de recherche: la législation, la jurisprudence ou les deux (dans ce cas, les deux icônes   sont actives);
- La date de la recherche;
- La possibilité de charger la requête de recherche dans le champ de la recherche .  .
- Lancement direct de la même requête de recherche .  .
- La possibilité de supprimer la requête de recherche de la liste  .

## Travailler avec les listes de documents

### Générer des listes

Les listes peuvent être générées à la suite de l'ouverture des dossiers sur la page d'accueil ou à la suite du chargement d'une recherche.

Lorsque l'application est ouverte à la page d'accueil, sur la gauche de l'écran, vous trouverez des arborescences des documents répartis en différentes catégories.

Vous pouvez développer chaque catégorie et utiliser ses sous-niveaux en plaçant votre souris sur l'icône de triangle devant le texte.

Le niveau ou le sous-niveau apparaîtra, si vous cliquez sur le texte.

### Triage

Par défaut, les résultats sont classés par ordre de pertinence pour votre recherche.

La liste peut être réarrangé par ordre alphabétique ou par la date du document.

The screenshot displays the search results page of the EUROCASES application. At the top, it indicates '8235 Documents trouvés' and provides buttons to 'Exporter vers RTF' and 'Exporter vers PDF'. Below this is a pagination bar with page numbers 1 through 9, a 'page:' label, and a search icon. A red arrow points to a dropdown menu for sorting, which is currently set to 'Pertinence'. The menu options are 'Pertinence', 'Alphabétique', 'Pertinence', and 'Date du document'. The first document listed is 'Judgment of the Court of 26 October 1999. Eurowings Luftverkehrs AG v Finanzamt Dortmund-Unna. Reference for Finanzgericht Münster - Germany. Freedom to provide services - Trade tax - Add-back to the taxable amount - Exem...'. It includes a 'Mots-clés' section and a 'Résumé' section. The second document is 'Opinion of Mr Advocate General Mischo delivered on 26 January 1999. Eurowings Luftverkehrs AG v Finanzamt Dortmund-Unna. Reference for a preliminary ruling: Finanzgericht Münster - Germany. Freedom to provide services - Trade tax - Add-back to the taxable amount -'. It also includes a 'Mots-clés' section. A red circle highlights the sorting dropdown menu.

Vous pouvez également changer entre l'ordre croissant ou décroissant.

Si la liste des documents n'a pas été générée par une recherche, mais elle a été générée par l'ouverture des niveaux dans l'arborescence du document, dans ce cas vous ne pouvez pas organiser la liste par pertinence.

### Filtres

Lorsque la liste des documents est affichée, vous pouvez voir les filtres dans le panneau sur la gauche de l'écran.

Ces filtres sont basés sur les quatre classificateurs auxquels les documents peuvent être affectés.

Vous pouvez les utiliser pour filtrer la liste des documents et afficher uniquement les documents

attribués à la catégorie thématique sélectionnée.

Filtres disponibles

Type du document

Législation de l'UE (3820)

Jurisprudence (3103)

Juridiction

Cour de justice de l'UE (2220)

Allemagne (41)

Autriche (5)

Belgique (28)

Danemark (12)

Espagne (9)

Estonie (4)

Finlande (7)

France (54)

Grèce (20)

Répertoire de la législation de l'UE

Questions générales, financières et institutionnelles (43)

Union douanière et libre circulation des marchandises (143)

Agriculture (105)

Pêche (20)

Libre circulation des travailleurs et politique sociale (9)

Droit d'établissement et libre prestation des services (29)

Répertoire de la jurisprudence de l'UE

Matière

Thésaurus EuroVoc

8235 Documents trouvés

« < 1 2 3 4 5 6 7 8 9 > » page: 1

Pertinence

61997CJ0294

Judgment of the Court of 26 October 1999. Eurowings Luftverkehrs AG v Finanzamt Dortmund-Unna. Reference for a preliminary ruling: Finanzgericht Münster - Germany. Freedom to provide services - Trade tax - Add-back to the taxable amount - Exemption inapplicable to

Mots-clés

Document

Freedom to provide services, Trade tax, Add-back to the taxable amount, Exemption inapplicable to the lessee where the proprietor of the goods leased is established in another Member State and is therefore not liable to the tax., Freedom to provide services - Restrictions - Trade tax on capital and earnings - National

Résumé

Document

Article 59 of the Treaty (now, after amendment, Article 49 EC) precludes national legislation governing trade tax (on the capital and earnings of industrial and commercial establishments) under which the taxable amount is to include part of the rental payments for the use of fixed business assets owned by another

61997CC0294

Opinion of Mr Advocate General Mischo delivered on 26 January 1999. Eurowings Luftverkehrs AG v Finanzamt Dortmund-Unna. Reference for a preliminary ruling: Finanzgericht Münster - Germany. Freedom to provide services - Trade tax - Add-back to the taxable amount -

Mots-clés

Document

Freedom to provide services, Trade tax, Add-back to the taxable amount, Exemption inapplicable to the lessee where the proprietor of the goods leased is established in another Member State and is therefore not liable to the tax.

62000C0324

Opinion of Mr Advocate General Mischo delivered on 26 September 2002. Lankhorst-Hohorst GmbH v Finanzamt Steinfurt. Reference for a preliminary ruling: Finanzgericht Münster - Germany. Freedom of establishment - Tax provisions - Corporation tax - Covert distribution of

Mots-clés

Document

Freedom of establishment, Tax provisions, Corporation tax, Covert distribution of profits, Tax credit, Coherence of the tax system, Tax evasion.

62012C0385

Opinion of Advocate General Kokott delivered on 5 September 2013. Hervis Sport- és Divatkereskedelmi Kft. v Nemzeti Adó- és Vámhivatal Közép-dunántúli Regionális Adó Főigazgatósága. Reference for a preliminary ruling: Székesfehérvári Törvényszék - Hungary. Request for a

Mots-clés

Document

Freedom of establishment, Tax provisions, Corporation tax, Covert distribution of profits, Tax credit, Coherence of the tax system, Tax evasion.

62003CC0253

Opinion of Mr Advocate General Léger delivered on 14 April 2005. CLT-UFA SA v Finanzamt Köln-West. Reference for a preliminary ruling: Bundesfinanzhof - Germany. Freedom of establishment - Tax legislation - Tax on company profits. Case C-253/03.

Mots-clés

Document

Freedom of establishment, Tax provisions, Corporation tax, Covert distribution of profits, Tax credit, Coherence of the tax system, Tax evasion.

Lorsque vous choisissez une classification, l'application lance une nouvelle recherche et affiche les documents pertinents regroupés par des filtres. Par exemple, si l'utilisateur décide de rechercher la jurisprudence liée à l'expression "droit d'auteur", il recevra un certain nombre de résultats. Les filtres qui apparaissent sur le côté gauche de l'écran peuvent lui aider à «réduire» les résultats à ceux qui se rapportent à l'affaire qui pourra chercher. Il est possible de limiter le résultat de la recherche uniquement à la jurisprudence. Ensuite, le résultat peut en outre être limité si on utilise les classificateurs- par exemple le classificateur "Matière" – "Télécommunications", ce qui limite le résultat final de la recherche à quelques documents qui sont tout à fait gérable et se réfèrent aux droits d'auteur en matière de télécommunications et de l'Internet. En haut du panneau, au-dessus des classificateurs, vous pouvez voir les filtres qui sont définis et vous pouvez les supprimer à partir de là.

Accueil

Documents récents

Mes documents

Mes recherches

Aide

Français

g.ivanov@eurocases.eu

EUROCASES

free movement of people

Recherche avancée

Filtres présélectionnés

117 Documents trouvés

TRADE

trade

Remove all filters

Filtres disponibles

Type du document

Répertoire de la législation de l'UE

Matière

32000R1043

Commission Regulation (EC) No 1043/2000 of 18 May 2000 imposing a provisional anti-dumping duty on imports of glycine originating in the People's Republic of China

Date de fin de validité: 20.11.2000

31997R1778

Commission Regulation (EC) No 1778/97 of 12 September 1997 imposing a provisional anti-dumping duty on imports of ferro-silico-manganese originating in the People's Republic of China

Date de fin de validité: 16.03.1998



## Pagination

Les listes des documents sont disposés dans les pages de 50 documents chacune et vous pouvez utiliser la pagination pour exploiter la liste de plusieurs façons:

- Vous pouvez choisir un numéro de page;
- Vous pouvez entrer un numéro de page;
- Vous pouvez accéder à la page suivante / précédente;
- Vous pouvez accéder à la première / dernière page;



## Les Caractéristiques des documents

Chaque document dans la liste est affiché avec les caractéristiques suivantes (si disponible):

1. Le numéro du document;
2. Pays d'origine: vous verrez le drapeau du pays / juridiction et un soupçon de son nom;
3. Type de document: vous verrez une icône indiquant si le document fait partie de la jurisprudence ou si c'est un acte juridique;
4. Titre du document: le titre est dans la langue du document (si plusieurs versions linguistiques sont disponibles, la liste affichera seulement celle qui coïncide avec la langue de l'interface)
5. Mots-clés: les mots-clés peuvent être en plusieurs langues et / ou provenant de sources multiples;
6. Résumé: les résumés peuvent être en plusieurs langues et / ou provenant de sources multiples;
7. Communiqué de presse : C'est une sorte de synthèse, qui peut être en plusieurs langues et / ou à partir de plusieurs sources.

3 ☐ ☆

Arrondissementsrechtbank Amsterdam, vonnis van 14/06/1995 S. Weisz Uurwerken BV / Curator in het faillissement van de BVBA Colli Service Bosman Source: Pays-Bas

Mots-clés Jure

Reconnaissance et exécution ; Motifs de refus ; Citation du défendeur défaillant - Citation ne contenant pas le nom entier du défendeur - Défendeur n'ayant pas contesté l'adresse dans la citation ni le fait d'avoir reçu la citation - Défendeur ayant admis d'avoir réagi à la citation - Citation régulière 5

3 ☐ ☆

1 1981CJ0189

Arrêt de la Cour (deuxième chambre) du 8 juillet 1982. Robert Bosmans contre Commission des Communautés européennes. Fonctionnaire - Emploi à titre personnel. Affaire 189/81. 4

Mots-clés Document

FONCTIONNAIRES - RECOURS - ACTE FAISANT GRIEF - NOTION - MUTATION A UN EMPLOI A TITRE PERSONNEL D ' UN FONCTIONNAIRE DEJA AFFECTE A TITRE PERSONNEL A UN AUTRE POSTE AVEC LE MEME GRADE - MUTATION ADMISSIBLE, ( STATUT DES FONCTIONNAIRES , ART . 91 ) 5

Résumé 6 Document

UNE DECISION DE L ' AUTORITE INVESTIE DU POUVOIR DE NOMINATION AFFECTANT A TITRE PERSONNEL A UN EMPLOI UN FONCTIONNAIRE DEJA AFFECTE , A TITRE PERSONNEL , A UN AUTRE EMPLOI AVEC LE MEME GRADE , NE MODIFIE PAS LA SITUATION STATUTAIRE DE L ' INTERESSE ET NE LUI FAIT DONC PAS GRIEF .

2 ☐ ☆

VwGH Rechtssatz 19.12.2007 2006/15/0258

Résumé 6 Document

Der EuGH hat bereits im Urteil vom 15. Dezember 1995, C-415/93, Sig 1995 I-4921, Bosmann, Rn 94ff, aus Art 39 Abs 2 EG ein Beschränkungsverbot für Bestimmungen abgeleitet, die einen Unionsbürger daran hindern oder davon abhalten können, sein Herkunftsland zu verlassen, um von seinem Recht auf Arbeitnehmerfreizügigkeit

## L'exportation des documents

Lorsque la liste des documents est générée, l'utilisateur peut sélectionner les documents destinés à l'exportation en cochant la case correspondante et ensuite sélectionner le format du fichier exporté en cliquant sur le bouton PDF ou RTF. Chaque paquet d'exportation peut contenir jusqu'à 10 documents.

4 Documents trouvés

Exporteur vers RTF Exporteur vers PDF

Pertinence ↑

3 ☒ ☆

Cour d'appel de Paris, 1ère chambre civile, 10 mars 2006, 05-82.594, Inédit

3 ☐ ☆

Cour de cassation, civile, Chambre sociale, 9 juillet 2008, 07-42.023, Publié au bulletin

Mots-clés EuroCases DecNat

Question préjudicielle, Traité instituant la Communauté européenne - Articles 39 et 234, Libre circulation des travailleurs

3 ☐ ☆

Conseil d'État, 2ème et 7ème sous-sections réunies, 08/03/2012, 343273, Publié au recueil Lebon

3 ☐ ☆

Si vous ouvrez un document, vous pouvez également l'exporter à partir de cette fenêtre. Dans ce cas les options de format de fichier RTF et PDF sont toujours disponibles.

Languages **DE**
 [1999] UKHL 44

rtf

### BVerwG, Beschluss vom 09.12.2010, 10 C 19.09

#### Keywords

DecNat Document

1. EEC - Free movement of persons - Visas, asylum, immigration, etc. - Asylum policy Refugee status or subsidiary protection status Council Directive 2004/83/EC - Determining who qualifies for refugee status Acts of persecution Severe violation of fundamental rights Violation of the freedom of religion (Article 9 of the European Convention on Human Rights) "Act of persecution" within the meaning of Article 9(1)(a) of the directive not in the case of all violations but only in the event of an attack on the core protection ("Kernbereich")

## Ajout d'informations dans Mes documents.

Les utilisateurs peuvent lancer cette option pour établir leurs propres listes de documents qu'ils souhaitent disposer. Pour ajouter des documents à cette liste, vous devez vous assurer que l'icône est activée; si elle devient jaune, cela signifie que le document a été ajouté dans la liste Mes documents.

Accueil Documents récents **Mes documents** Mes recherches Aide Français g.ivanov@eurocases.eu

EUROCASES Joint system of value-added tax Recherche avancée

2846 Documents trouvés

Filtres disponibles  
 Type du document  
 Législation de l'UE (1036)  
 Jurisprudence (1298)  
 Juridiction  
 Répertoire de la législation de l'UE  
 Répertoire de la jurisprudence de l'UE  
 Matière  
 Thésaurus EuroVoc  
 VIE POLITIQUE (110)  
 RELATIONS INTERNATIONALES (235)  
 UNION EUROPÉENNE (489)  
 DROIT (86)  
 VIE ÉCONOMIQUE (314)  
 ÉCHANGES ÉCONOMIQUES ET COMMERCIAUX (430)  
 FINANCES (287)

« < 1 2 3 4 5 6 7 8 9 > » page:

Bundesfinanzhof, Urteil vom 28.02.2002, V R 25.96  
 Mots-clés  
 1. EEC - Tax provisions ; Harmonisation of legislation - Turnover taxes - Joint system of value-added tax - Sixth Directive - Scope - Use of goods for business and personal purposes - Possibility for the taxable person to include the property in his private assets and to exclude it completely from the system of value-added tax,

Bundesfinanzhof, Urteil vom 28.02.2002, V R 26.01  
 Mots-clés  
 1. EEC - Tax provisions ; Harmonisation of legislation - Turnover taxes - Joint system of value-added tax - Deduction of the input tax - Enforcement of the right - Condition - Charge payable following a transaction subject to value-added tax - Charge payable exclusively by reason of its being detailed on the invoice - Absence

Bundesfinanzhof, Beschluss vom 18.07.2001, V B 198.00  
 Mots-clés  
 1. EEC - Tax provisions ; Harmonisation of legislation - Turnover taxes - Joint system of value-added tax - Validation of the charge unduly invoiced - Determination of the conditions for regularisation - Competence of the Member States - Significance and limits, 2. EEC - Tax provisions ; Harmonisation of legislation - Turnover

Cette fonction est disponible dans une liste de documents ainsi que dans un document ouvert.

Exporter vers Imprimer Langues **FR** Match: 1/1 Bosman

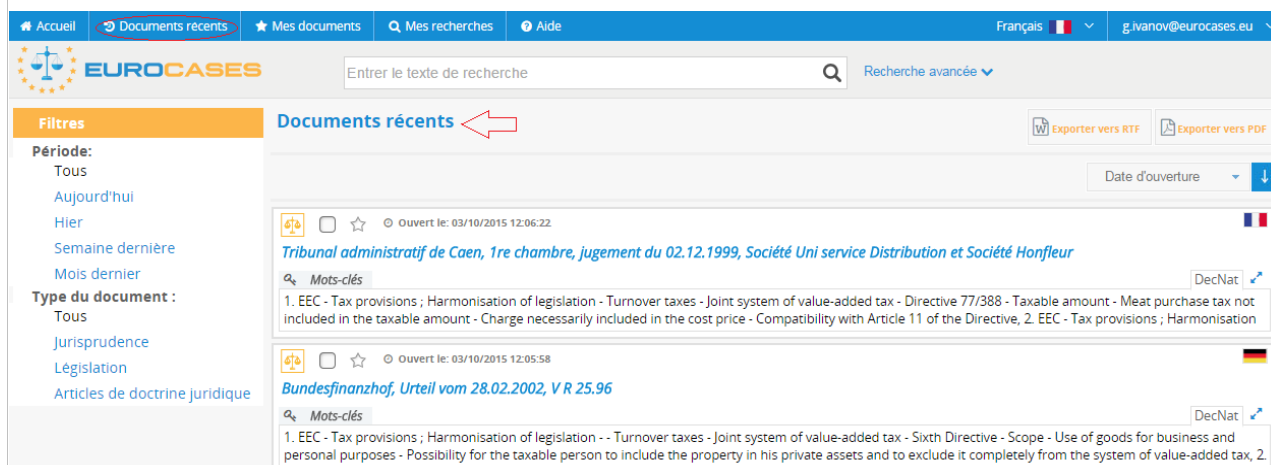
Retirer de Mes documents

Cour administrative d'appel de Nancy, 1e chambre, du 3 février 2000, 99NC00282, inédit au recueil Lebon

Mots-clés DecNat

## Documents récents

C'est une liste générée automatiquement des derniers 100 documents ouverts par l'utilisateur. L'application génère et enregistre automatiquement les 100 documents les plus récents qui ont été ouverts et si le nombre dépasse 100, l'application supprime automatiquement les documents les plus anciens. Par défaut, la liste commence avec les documents les plus récents et procède aux documents moins récents.



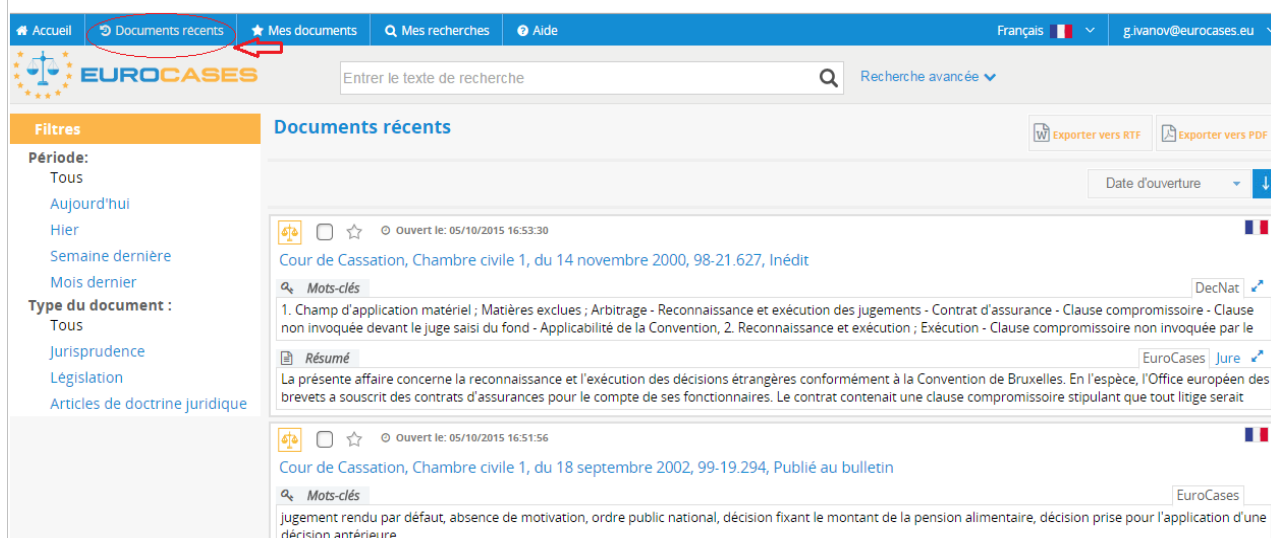
The screenshot shows the EUROCASES interface. The top navigation bar includes 'Accueil', 'Documents récents' (highlighted with a red arrow), 'Mes documents', 'Mes recherches', and 'Aide'. The main content area is titled 'Documents récents' and displays a list of documents. The first document is 'Tribunal administratif de Caen, 1re chambre, jugement du 02.12.1999, Société Uni service Distribution et Société Honfleur'. The second document is 'Bundesfinanzhof, Urteil vom 28.02.2002, V R 25.96'. A red arrow points to the 'Documents récents' tab in the top navigation bar.

Sur la l'écran, vous pouvez trouver deux types de filtres:gauche de

*Période de temps*: Elle définit la période pendant laquelle ces documents ont été ouverts.

et

*Type de document*: il définit le type des documents ouverts par les utilisateurs: "Tous", "Législation", "Jurisprudence", "Articles de doctrine juridique"



The screenshot shows the EUROCASES interface. The top navigation bar includes 'Accueil', 'Documents récents' (highlighted with a red arrow), 'Mes documents', 'Mes recherches', and 'Aide'. The main content area is titled 'Documents récents' and displays a list of documents. The first document is 'Cour de Cassation, Chambre civile 1, du 14 novembre 2000, 98-21.627, Inédit'. The second document is 'Cour de Cassation, Chambre civile 1, du 18 septembre 2002, 99-19.294, Publié au bulletin'. A red arrow points to the 'Documents récents' tab in the top navigation bar.

## Documents déjà ouverts

C'est une fonctionnalité qui permet à partir d'une liste de documents de trouver ceux qui ont déjà été ouverts par l'utilisateur. Par exemple, si l'utilisateur a consulté un document et par la suite lorsqu'on procède à une nouvelle recherche ou à un filtrage et le document apparaît de nouveau dans la liste de recherche, son titre est en caractères gras, ce qui suggère qu'il a déjà été ouvert dans la session courante.

**Cour de Cassation, Chambre criminelle, du 8 mars 2006, 05-82.594, Inédit**

61991C00117

Ordonnance du Président de la Cour du 27 juin 1991. Jean-Marc Bosman contre Commission des Communautés européennes. Référé - Recevabilité du recours principal. Affaire C-117/91 R.

Mots-clés: Document

Référé - Conditions de recevabilité - Recevabilité du recours principal - Défaut de pertinence - Limites, ( Traité CEE, art. 185 et 186; règlement de procédure, art. 83, § 1 )

Résumé: Document

S'il est vrai que le problème de la recevabilité du recours au principal ne doit pas, en principe, être examiné dans le cadre d'une procédure en référé sous peine de préjuger le fond de l'affaire, il n'en demeure pas moins que, si l'irrecevabilité manifeste du recours est soulevée, il appartient au juge des référés d'établir qu'à première vue le recours

## Travailler avec les documents

### Modification de la version de la langue

Cette option est disponible uniquement pour les documents EUR-Lex (Droit de l'UE, la jurisprudence de l'UE) en sélectionnant une langue de la barre de langue au-dessus du titre du document.

Entrer le texte de recherche Recherche avancée

Exporter vers Imprimer Langues

BG DE FR EN

Rechercher dans le document

**Arrêt du Tribunal de la fonction publique (deuxième chambre) du 13 décembre 2007. Paulo Sequeira Wandschneider contre Commission des Communautés européennes. Fonction publique - Fonctionnaires - Évaluation - Rapport d'évolution de carrière - Exercice d'évaluation pour 2003 - Recours en annulation - Motivation - Erreur manifeste d'appréciation. Affaire F-65/05.**

Français

## Imprimer

Lorsque vous cliquez sur l'icône Imprimer, la fenêtre d'impression apparaît sur votre navigateur.

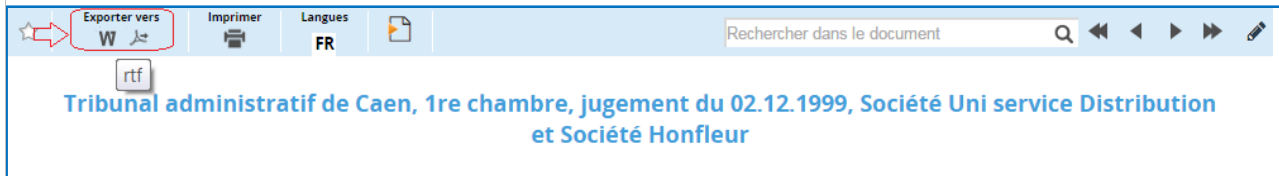
Exporter vers Imprimer Langues

BG DE FR EN


Rechercher dans le document

## Exportation du document

L'utilisateur peut choisir d'exporter le document au format RTF ou au format PDF et il peut enregistrer le fichier dans une destination (dossier) de son choix.




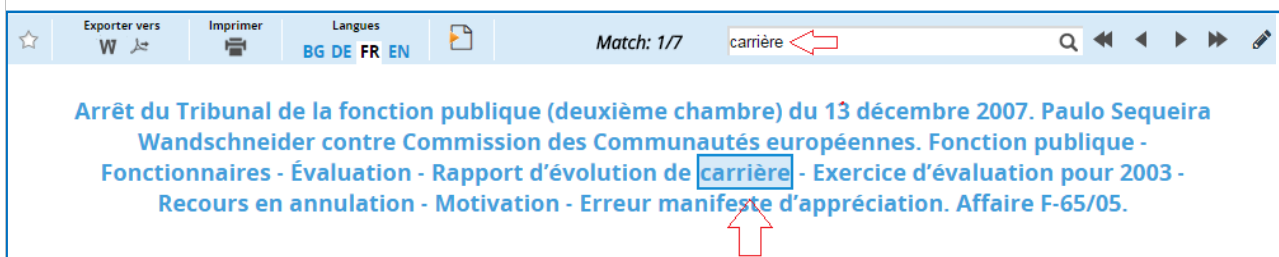
## Rechercher dans le document

Le champ de recherche local peut être trouvé dans la barre de contexte ci-dessus le texte de chaque document que vous ouvrez. Vous pouvez entrer une requête de recherche, terme ou une phrase, dans le champ de recherche et lancer la recherche en cliquant sur l'icône  ou en appuyant sur Entrée.



L'application va souligner toutes les correspondances, les plus actuelles avec des couleurs plus vives. En utilisant la barre de recherche locale, vous pouvez naviguer dans les emplacements des correspondances dans le texte: vous pouvez accéder à la correspondance précédente / suivante ou première / dernière.

Vous pouvez également utiliser l'icône  pour supprimer ou restaurer le surlignement dans le document entier.

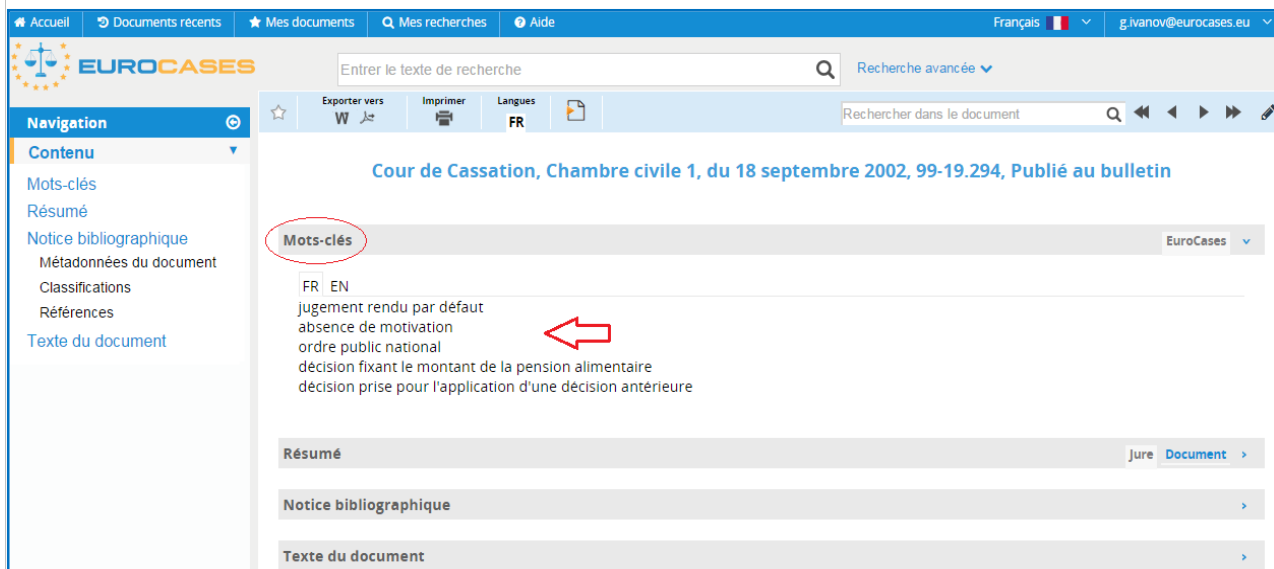


## Les Caractéristiques des documents

### Mots-clés

Les décisions les plus importantes des juridictions nationales sont complétées avec des mots-clés. Ainsi, presque la totalité des actes pris par la CJUE sont complétés par des mots-clés. Les mots-clés peuvent être dans une ou plusieurs langues, provenant d'un ou plusieurs sources.

Lorsque vous ouvrez un document, vous pouvez trouver les mots-clés dans une section séparée, qui peut contenir des éléments différents en fonction du nombre des sources et des versions linguistiques. La section contenant les mots-clés est développée par défaut mais vous pouvez la réduire en utilisant la flèche au bout de la barre.



The screenshot displays the EuroCases web application interface. At the top, there is a navigation bar with links for 'Accueil', 'Documents récents', 'Mes documents', 'Mes recherches', and 'Aide'. Below this, a search bar is present with the text 'Entrez le texte de recherche'. The main content area shows a document titled 'Cour de Cassation, Chambre civile 1, du 18 septembre 2002, 99-19.294, Publié au bulletin'. The 'Mots-clés' (Keywords) section is highlighted with a red circle, and a red arrow points to the list of keywords: 'jugement rendu par défaut', 'absence de motivation', 'ordre public national', 'décision fixant le montant de la pension alimentaire', and 'décision prise pour l'application d'une décision antérieure'. The interface also includes a navigation menu on the left with options like 'Contenu', 'Mots-clés', 'Résumé', 'Notice bibliographique', 'Métadonnées du document', 'Classifications', 'Références', and 'Texte du document'.

Au bout de la barre, qui divise la section, vous pouvez trouver les sources des mots-clés. Les mots-clés peuvent être complétés par EuroCases ou importés depuis une open source (avec un accès gratuit), comme les sources d'information nationales (la cour, la juridiction) ou les bases de données Dec.Nat, Jure, Reflets, etc.

## Résumé

Les décisions les plus importantes des juridictions nationales sont complétées avec des résumés. Ainsi, presque la totalité des actes pris par la CJUE sont complétés par des résumés.

Lorsque vous ouvrez un document, vous pouvez trouver les résumés dans une section séparée, qui peut contenir des éléments différents en fonction du nombre des sources et des versions linguistiques. La section contenant les résumés est développée par défaut mais vous pouvez la réduire en utilisant la flèche au bout de la barre.

Au bout de la barre, qui divise la section, vous pouvez trouver les sources des résumés. Les résumés peuvent être complétés par EuroCases ou importés depuis une open source (avec un accès gratuit), comme les sources d'information nationales (la cour, la juridiction) ou les bases de données Dec.Nat, Jure, Reflets, etc.

### Conseil d'Etat, 6 / 4 SSR, du 22 juin 2001, 219995, inédit au recueil Lebon

Mots-clés

DecNat >

Résumé

EuroCases Document

EN FR

La présente affaire concerne la protection des habitats naturels conformément à la Directive(CEE)92/43 et la possibilité d'invoquer ladite Directive afin d'annuler un acte réglementaire national. En l'espèce, l'article 4 de la Directive(CEE)92/43 a prévu que chaque Etat transmet à la Commission européenne une liste de sites naturels pouvant être inclus dans le réseau "Natura 2000" afin d'être qualifiés comme zone spécifique de préservation. Deux organisations environnementales ont saisi le Conseil d'Etat en demandant l'annulation de la décision par laquelle le Ministre de l'environnement avait envoyé la liste des sites à la Commission européenne. Le Conseil d'Etat accueille la demande et annule la décision litigieuse. Tout d'abord, les juges décident que la décision est un acte réglementaire faisant grief et qui peut être contesté par les particuliers nonobstant sa portée générale. S'il est vrai que ladite décision ne confère pas en tant que telle le statut de zone protégée, elle détermine l'étendue des pouvoirs de la Commission européenne qui choisit les sites à protéger parmi les sites proposés. Sur le fond, les juges estiment que la décision ne porte pas atteinte au droit de propriété garanti par le Protocole n°1 de la CEDH étant donné qu'elle n'impose aucune sujétion aux propriétaires des terrains se situant dans les zones protégées. S'agissant de la prétendue contrariété au principe de partenariat instauré par le Règlement(CEE)2081/93 du Conseil, les juges décident que ledit Règlement ne concerne que les cofinancements structurels proposés par la Communauté et ils invoquent ainsi la doctrine de l'acte clair pour ne pas envoyer une question préjudicielle à la CJCE. Cependant les juges annulent la décision ministérielle pour ne pas avoir organisé une nouvelle procédure de consultation portant sur 534 sites étant donné que la consultation qui avait été effectuée a été sanctionnée par le Conseil d'Etat lors d'un premier litige.

## Communiqué de presse

Le Communiqué de presse est une catégorie spéciale de synthèse, qui est le plus souvent créé par les sources d'information nationales, par exemple les Bureaux de presse des juridictions. Lorsque vous ouvrez un document, vous pouvez trouver le Communiqué de presse dans une section séparée, qui peut contenir des éléments différents en fonction du nombre des sources et des versions linguistiques. La section contenant le Communiqué de presse est développée par défaut mais vous pouvez la réduire en utilisant la flèche au bout de la barre.

### BFH, Urteil vom 14.12.2011, I R 108/10

Mots-clés

Document >

Résumé

Document >

Communiqué de presse

[Pressemitteilung Nr. 9/12 vom 1.2.2012](#)

Notice bibliographique



## Référence de publication

La référence de la publication se trouve au tout début et ne concerne que les actes juridiques de l'UE. Elle contient le numéro du Journal officiel dans lequel l'acte a été publié et des informations sur les versions linguistiques disponibles sur le site Internet EUR-Lex.

Directive 2013/42/UE du Conseil du 22 juillet 2013 modifiant la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée, en ce qui concerne un mécanisme de réaction rapide contre la fraude à la TVA

Référence de la publication











































JO L 201 du 26.7.2013, p. 1-3 (BG, ES, CS, DA, DE, ET, EL, EN, FR, IT, LV, LT, HR, HU, MT, NL, PL, PT, RO, SK, SL, FI, SV)

## Langues, des formats et des liens vers des JO

Ces données se trouvent au tout début et ne concernent que les actes juridiques de l'UE. Elles montrent les versions linguistiques et les formats de fichiers disponibles sur le site Internet EUR-Lex.

Directive 2006/48/EC of the European Parliament and of the Council of 14 June 2006 relating to the taking up and pursuit of the business of credit institutions (recast) (Text with EEA relevance)  
(Consolidated version: 2014-01-01)

Langues, formats et un lien vers JO

BG ES CS DA DE ET EL EN FR GA HR IT LV LT HU MT NL PL PT RO SK SL FI SV  
PDF                                             

## Cour administrative d'appel de Nancy, 1e chambre, du 3 février 2000, 99NC00282, inédit au recueil Lebon

Mots-clés

DecNat &gt;

Résumé

DecNat Document &gt;

Notice bibliographique

### Métadonnées du document

*Juridiction:* France  
*Cour:* Cour administrative d'appel de Nancy  
*Date du document:* 2000-02-03  
*Numéro de l'affaire:* 99NC00282  
*Type de document:* Texte



Doctrines juridiques

## Classifications

Chaque document est affecté à l'une des quatre catégories de classificateurs et chaque terme se réfère à une liste des documents qui lui sont assignés.

### Classifications

Classificateur EuroCases


[Environmental Law](#)
[Environmental Law / Air pollution and air quality](#)

Thésaurus EuroVoc


[pollution](#)

Matière


[Environment \(ENV\) / Pollution \(POLL\)](#)

Répertoire de la jurisprudence de l'UE

[The European Community \(EC\) / Environment / Internal policy of the European Union / Environment, sustainable development and climate](#)

- *EuroVoc* est un thésaurus multilingue et multidisciplinaire couvrant la terminologie des domaines d'activités de l'UE.
- *Répertoire de la jurisprudence de l'UE* est un classificateur hiérarchique et thématique de la jurisprudence de la CJUE. Il est utilisé dans le cadre du système Eur-Lex.
- *EuroCases* est un classificateur hiérarchique et thématique de la jurisprudence.
- Matière est un classificateur par thèmes sur lesquels les documents juridiques sont affectés.

*Les classificateurs Répertoire de la législation de l'UE, Thésaurus EuroVoc, Matière sont mis au point et utilisés par la plate-forme électronique officiel EUR-Lex de l'UE.*

*Le classificateur EuroCases a été développé par Apis.*

## Publication

Cette section contient des informations sur les publications des décisions des juridictions dans des revues juridiques spécialisées.

## Références

Cette section contient des références à d'autres actes liés au document ouvert. Elles sont regroupées en plusieurs groupes:

- Traités de l'UE
- Dispositions fondamentales du droit de l'UE
- Autres dispositions de l'UE
- Jurisprudence de l'UE
- Dispositions fondamentales de droit interne
- Procédures relatives à l'affaire

### Références

#### Traité

Brussels Convention

#### Dispositions fondamentales du droit de l'UE

[41968A0927\(01\), Article 1, Alinéa 2, Point 4](#)

[41968A0927\(01\), Article 27](#)

#### Procédures relatives à l'affaire

Cour d'appel de Paris (1re Chambre civile Section C) , du 24 septembre 1998

## Références sortants

Ce sont des citations des dispositions du droit de l'UE ou de la jurisprudence de la CJUE. Elles sont marquées en bleu et lorsque vous placez votre souris sur elles, vous obtenez un soupçon avec le titre de l'acte en question éventuellement le texte de la disposition citée.et

Exporter vers W Imprimer Langues FR Rechercher dans le document

une existence, y compris toute modification d'une aide existante ; qu'aux termes de la première phrase de l'article 2, paragraphe 1, du même règlement : " (...) tout projet d'octroi d'une aide nouvelle est notifié en temps utile à la Commission par l'Etat membre concerné. " ; qu'aux termes de l'article 4, paragraphe 1, du règlement (CE) susvisé du 21 avril 2004 : " Aux fins de [l'article 1er, point c\), du règlement \(CE\) n° 659/1999](#), on entend par modification d'une aide existante tout changement autre que les modifications de caractère purement formel ou administratif qui ne sont pas de nature à influencer l'évaluation de la compatibilité de la mesure d'aide avec le marché commun. Toutefois, une augmentation du budget initial d'un régime d'aides existant n'excédant pas 20 % n'est pas considérée comme une modification de l'aide existante. " ; qu'il résulte de ces stipulations et dispositions que, s'il appartient exclusivement à la Commission de décider, sous le contrôle de la Cour de justice de l'Union européenne, si une aide de la nature de celles visées à [l'article 107 du TFUE](#), est ou non, compte tenu des dérogations prévues par ledit traité, compatible avec le marché commun, il incombe aux juridictions nationales de sanctionner, le cas échéant, l'invalidité de dispositions de droit national qui auraient institué ou modifié une telle aide en méconnaissance de l'obligation, qu'impose aux Etats membres la dernière phrase du [paragraphe 3 précité de l'article 108 du TFUE](#), d'en notifier le projet.

§ 12012E

4. Considérant que par décision n° 2001/248/CE, la Commission a approuvé des régimes d'aides au cinéma incluant différentes taxes affranchies par décision du 10 juillet 2001, par laquelle la Commission a approuvé une prolongation des diffusions spécifiques de soutien à la production patrimoniale, financé par les Etats membres, devant être regardés comme des aides d'Etat, selon elle, qu'ils constitueraient une aide d'Etat, qu'à l'appui de ce moyen, la société requérante fait valoir que les régimes approuvés par la Commission ont subi

Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (version consolidée) (2012)

Article 108

(ex-article 88 TCE)

1. La Commission procède avec les Etats membres à l'examen permanent des régimes d'aides existant dans ces Etats. Elle propose à ceux-ci les mesures utiles exigées par le développement progressif ou le fonctionnement du marché intérieur.

2. Si, après avoir mis les intéressés en demeure de présenter leurs observations, la Commission constate qu'une aide accordée par un Etat ou au moyen de ressources d'Etat n'est pas compatible avec le marché intérieur aux termes de l'article 107, ou que cette aide est appliquée de façon abusive, elle décide que l'Etat intéressé doit la supprimer ou la modifier dans le délai qu'elle détermine.

Si l'Etat en cause ne se conforme pas à cette décision dans le délai imparti, la Commission ou tout autre Etat intéressé peut saisir directement la Cour de justice de l'Union.

avec le marché commun différents régimes d'aides au cinéma en 2011 ; que cette approbation des diffuseurs télévisuels ; que la taxe sur le chiffre d'affaires des Etats membres a approuvé un dispositif d'intérêt particulier sur le plan des distributeurs de services de médias audiovisuels ; au cinéma et à l'audiovisuel ; le 10 juillet 2007, ce dont il résulte, la Commission européenne, et en

## Références entrants

Ce sont des références d'autres documents conduisant à une disposition / paragraphe du document ouvert. L'icône de triangle orange à côté de chaque article récupère une liste des documents, qui contiennent des citations de cette disposition.

Exporter vers W Imprimer Langues BG DE FR EN Rechercher dans le document

Article 8

Protection des données à caractère personnel

1. Toute personne a droit à la protection des données à caractère personnel la concernant.

2. Ces données doivent être traitées loyalement, à des fins déterminées et sur la base du consentement de la personne concernée ou en vertu d'un autre fondement légitime prévu par la loi. Toute personne a le droit d'accéder aux données collectées la concernant et d'en obtenir la rectification.

3. Le respect de ces règles est soumis au contrôle d'une autorité indépendante.

▶ ◀

Liens à partir d'autres documents

Article 9

Droit de se marier et droit de fonder une famille

Le droit de se marier et le droit de fonder une famille sont garantis selon les lois nationales qui en régissent l'exercice.

▶ ◀

Article 10

Liberté de pensée, de conscience et de religion

1. Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion. Ce droit implique la liberté de changer de religion ou de conviction, ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction individuellement ou collectivement, en public ou en privé, par le culte, l'enseignement, les pratiques et l'accomplissement des rites.


2. Le droit à l'objection de conscience est reconnu selon les lois nationales qui en régissent l'exercice.

## Contenu du document

Dans le panneau de navigation de gauche, vous pouvez trouver le contenu d'un document et lorsque vous sélectionnez un élément de la table des matières, l'application vous amène à l'élément

pertinent du document.

The screenshot shows the EUROCASES web application. The top navigation bar includes links for Accueil, Documents récents, Mes documents, Mes recherches, and Aide. The main header features the EUROCASES logo and a search bar. The left sidebar contains a 'Navigation' menu with options like Contenu, Référence de la publication, and Notice bibliographique. The main content area displays the title 'VERSION CONSOLIDÉE DU TRAITÉ INSTITUANT LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE (2012/C 327/01) (2012)' and the reference 'OJ C 327, 26.10.2012, p. 1-107'. Below this, there are sections for 'Langues, formats et un lien vers JO' and 'Notice bibliographique'.

Vous pouvez réduire et développer le panneau de navigation en utilisant l'icône  .

## Sources

Au bout de chaque document, vous pouvez trouver des références à des sources d'information sur ce document en ligne. Ceux-ci peuvent être des sources du texte du document ou de parties de celui-ci: le résumé, les mots-clés, etc. De cette manière, vous serez en mesure de voir la source originale d'information, si elle est toujours disponible et si l'accès est toujours libre. Certaines de ces sources ne sont pas incluses comme un texte dans la base de données, mais elles sont liées à des références pour qu'elles pussent être trouvées et ouvertes facilement sur Internet. Par exemple, il peut y avoir un résumé qui pour diverses raisons ne peut pas être inclus dans la base de données, mais toutefois il peut être lié par une référence.

PAR CES MOTIFS :

REJETTE le pourvoi ;

Condamne les sociétés Assurances générales de France, Assurances générales de France Y... et Assurances générales de France Vie aux dépens ;

Vu l'article 700 du nouveau Code de procédure civile, rejette les demandes des sociétés Assurances générales de France, Assurances générales de France Y..., et Assurances générales de France Vie ;

Ainsi fait et jugé par la Cour de Cassation, Première chambre civile, et prononcé par le président en son audience publique du quatorze novembre deux mille.

### Sources

[Legifrance](#)

[Dec.Nat](#)

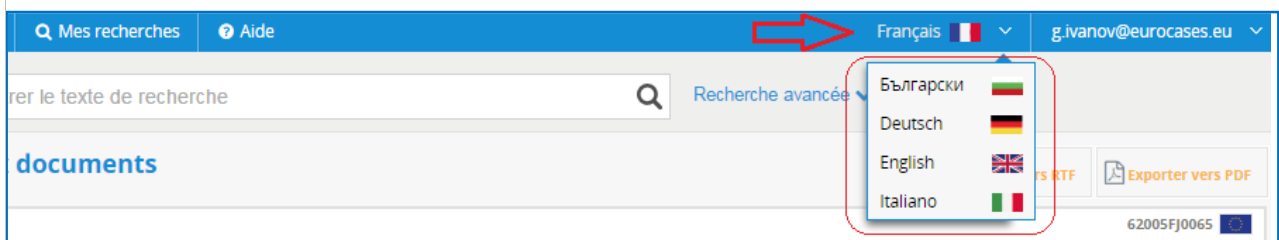
[Jure](#)

## Changement de langue de l'interface

Actuellement, l'interface d'EuroCases est disponible en cinq langues principales: bulgare, anglais, allemand, français et italien.

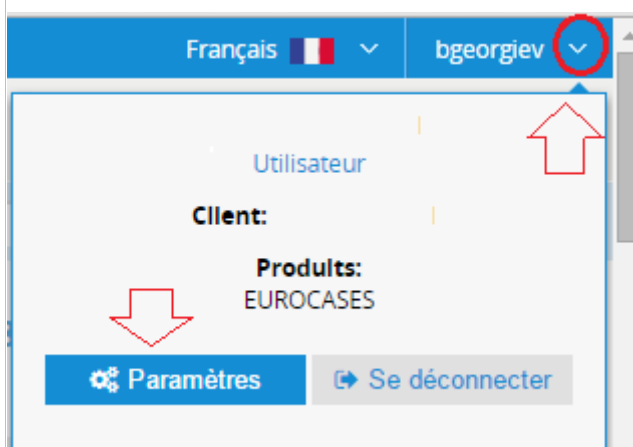
Changement de la langue de l'interface aboutira à:

- Changement de langue des documents qui ont plusieurs versions linguistiques dans une liste de la législation de l'UE et de la jurisprudence de la CJUE;
- Changement de langue de tout document ouvert qui dispose de plusieurs versions linguistiques;
- Changement de langue de tous les menus, les boutons, les soupçons et d'autres éléments de l'interface.



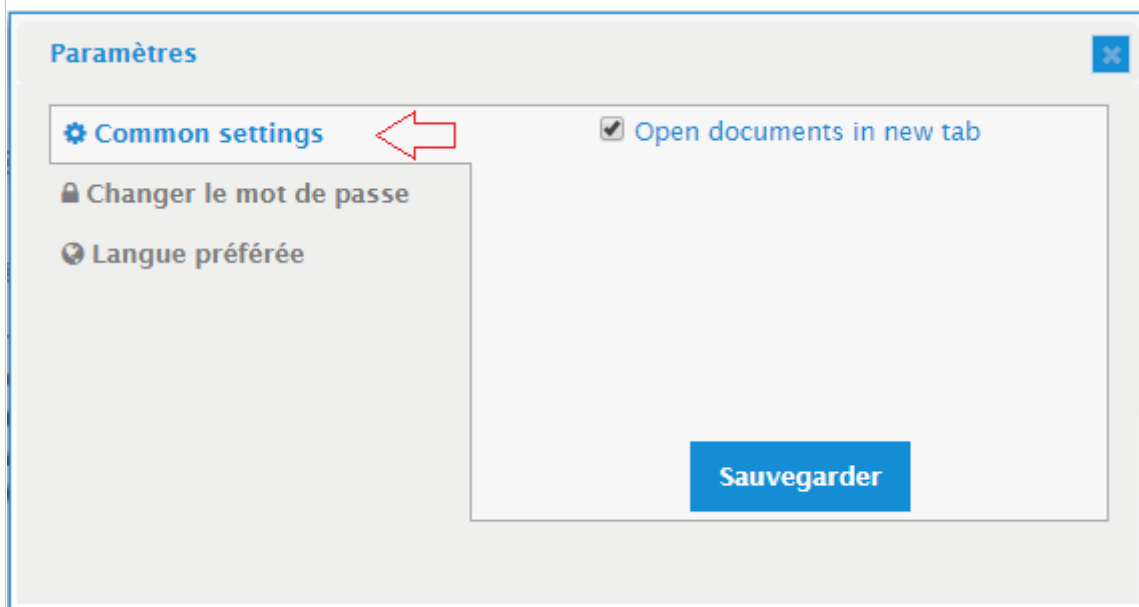
## Paramètres de l'utilisateur

Vous pouvez trouver vos paramètres de l'utilisateur dans l'angle droit de la barre horizontale de menu où votre nom et les informations de l'utilisateur sont affichés.



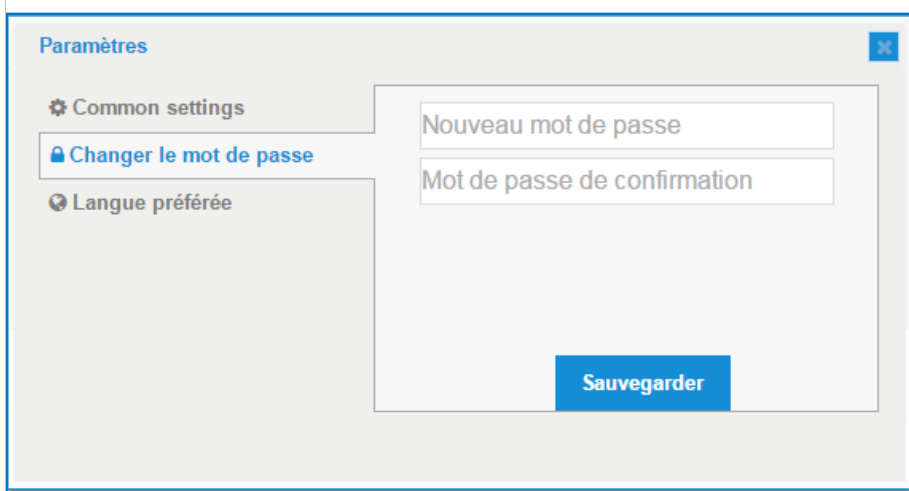
## Paramètres généraux

Cette fonctionnalité permet à l'utilisateur de déterminer au préalable comment ouvrir les documents à partir de l'application. Par défaut, chaque document est ouvert dans un nouvel onglet (new tab) du navigateur Internet. Cette option peut être modifiée et tous les documents vont être ouverts dans la fenêtre actuelle. Cela permet à l'utilisateur de travailler en fonction de ses préférences.



## Changement du mot de passe

Vous pouvez changer votre mot de passe dans le menu "Paramètres". Vous devez répéter votre nouveau mot de passe pour confirmation et puis vous devez cliquer sur le bouton "Sauvegarder" pour l'enregistrer.



## Langues préférées






L'utilisateur peut sélectionner une version linguistique qui sera ouverte par défaut, si aucune version ne soit disponible dans la langue de l'interface.

Paramètres

Common settings

Changer le mot de passe

Lingue préférée

1		Français	▼ ▲
2		Български	▼ ▲
3		Deutsch	▼ ▲
4		English	▼ ▲
5		Italiano	▼ ▲

Sauvegarder